

## AMENAGEMENTS POUR L'UPPE DU POLE FPE

### CHU de Reims



---

### CCTP DESAMIANGE

DOSSIER : AF 240098		
<b>Phase PRO</b>	Date : 02/2025	Établi par : OFR

<b>Objet du document</b>		<b>CCTP – DESAMIANPAGE</b>
<b>Bureau d'Etudes</b>		<b>SODEBA GINKO</b> 2 avenue Léopold Bertot 51000 Châlons-en-Champagne
<b>Indice</b>	<b>Date</b>	<b>Modification</b>
0	31/10/2024	Émission initiale
A	09/12/2024	Prise en compte remarques MOA sur APD
B	02/2025	Prise en compte remarques MOA sur PRO

<b><u>1. Présentation du dossier .....</u></b>	<b><u>5</u></b>
1.1. Objet du projet .....	5
1.2. Implantation du projet .....	5
1.3. Prestations à réaliser .....	6
1.4. Obligation de l'entrepreneur.....	6
1.5. Diagnostic amiante .....	7
<b><u>2. Prestations générales.....</u></b>	<b><u>8</u></b>
2.1. Données générales .....	8
2.2. Note relative à la visite des lieux .....	8
2.3. Acceptation d'un sous-traitant.....	9
2.4. Obligations diverses .....	10
2.1. Qualifications requises .....	10
2.1. Délai et phasage des travaux .....	10
2.2. Prestations particulières.....	11
<b><u>3. Prescriptions techniques .....</u></b>	<b><u>12</u></b>
3.1. Généralités .....	12
3.2. Documents de référence.....	12
3.2.1. Documents de référence amiante .....	12
3.3. Période de préparation.....	15
3.3.1. Plan de retrait .....	15
3.3.2. Documents pour la gestion des déchets .....	16
3.4. Tri et enlèvements des déchets .....	16
3.4.1. Stockage des déchets amiantés.....	17
3.5. Transport .....	17
3.6. Nettoyage de véhicules.....	18
3.7. Contrôle des niveaux d'empoussièrement .....	18
3.8. Essais - mesures .....	18
3.9. PV de retrait d'amiante.....	19
<b><u>4. Installation de chantier .....</u></b>	<b><u>20</u></b>

4.1.	Chantier et travaux .....	20
4.2.	Constat des existants par un huissier de justice .....	20
4.3.	Reconnaissance des existants .....	21
4.4.	Installation de chantier.....	21
4.5.	Clôture de chantier.....	21
4.6.	Protection, occupation et réfection de voirie .....	22
4.7.	Moyen de levage .....	22
4.8.	Équipements et accessoires pour la sécurité .....	22
<b>5.</b>	<b>Description des travaux .....</b>	<b>23</b>
5.1.	Retrait de matériaux contenant de l'amiante .....	23
5.1.1.	PSE.....	24
5.2.	Enlèvement des déchets amiantés .....	25

# 1. Présentation du dossier

---

## 1.1. Objet du projet

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) définit la consistance et les modalités d'exécution des travaux de :

### Désamiantage

Pour l'aménagement de l'UPPE pour le pôle FPE dans le bâtiment USN situé site le site du CHU de Reims.

## 1.2. Implantation du projet

Le bâtiment USN est situé sur le site de l'hôpital Robert Debré à Reims.

La construction du bâtiment date de 1976. Il est implanté sur un terrain qui présente un dénivelé avec un point haut côté nord-ouest au niveau de l'entrée principale. Le bâtiment comporte 4 niveaux :

- > Rez-de-Chaussée Bas (nommé RDCB ou R0-B)
- > Rez-de-Chaussée Haut (nommé RDCH ou R0-H)
- > 1<sup>er</sup> étage (nommé R+1 ou R1)
- > 2<sup>ème</sup> étage (nommé R+2 ou R2)



### **1.3. Prestations à réaliser**

L'entreprise devra inclure dans son prix toutes les sujétions liées au désamiantage. Le présent lot doit la réalisation des prestations suivantes :

- Installation de base pour sa propre utilisation et son replis
- le retrait des matériaux contenant de l'amiante
- le nettoyage après travaux et l'évacuation des déblais
- la protection provisoire des ouvrages conservés après le retrait des matériaux amiantés
- les taxes et frais divers inhérents aux travaux

### **1.4. Obligation de l'entrepreneur**

L'entrepreneur est réputé s'être assuré qu'il n'y ait ni manque, ni doublon dans les prestations fournies au titre de chaque chapitre du corps d'état dont il est responsable afin d'assurer un achèvement complet des travaux dans les règles de l'Art et pour la bonne construction des ouvrages.

L'entrepreneur sera tenu de prévoir dans ses dépenses tout ce qui doit normalement entrer dans le prix d'une construction à forfait pour les travaux du présent corps d'état.

L'entrepreneur du présent lot devra également tous les ouvrages provisoires (échafaudages, étaielements, matériels de levage et autres supports) nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Le titulaire du présent lot devra établir les démarches administratives selon la réglementation en vigueur, et présenter un plan de retrait, après approbation du coordonnateur SPS, aux services suivants :

- Médecine du Travail de l'entreprise,
- Inspection du Travail (30 jours avant le début prévisionnel des travaux),
- CARSAT,
- OPPBTP,

Le personnel sera formé et toutes les précautions seront prises pour la protection des travailleurs. Les déchets seront suivis et évacués en installation de stockage de déchets.

L'entrepreneur transmettra à la Maitrise d'Ouvrage pour validation les FID, BSDA et CAP avant travaux. L'entrepreneur devra établir un contact avec le centre d'élimination des déchets pour préciser, avant les travaux, les conditions d'acceptation. Un bordereau de "dépose en décharge" sera fourni pour contrôle.

A toute fin utile il est rappelé que toute intervention sur des produits ou matériaux contenant de l'amiante doit se faire conformément à la réglementation en vigueur, notamment celle relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante R4412-94-148.

L'entreprise doit prévoir tous les travaux préparatoires indispensables pour assurer le complet retrait de matériaux amiantés prévu à son lot. Elle doit respecter tous les règlements et informations édités par les organismes de sécurité (médecine du travail, CARSAT, inspection du travail, etc...).

Elle doit impérativement utiliser une main d'œuvre formée, assistée d'une organisation hiérarchisée et compétente. Elle doit signaler, en temps utile, ses observations, les erreurs ou omissions constatées dans le dossier de consultation des entreprises à l'équipe de Maîtrise d'œuvre.

L'organisation de l'élimination et le transport des déchets incombent à l'entreprise suivant le code de l'environnement (art. L541-2), jusqu'à leur prise en charge par l'installation de stockage. Le détenteur des matériaux amiantés en a la responsabilité pendant la durée d'exécution de ses prestations.

## **1.5. Diagnostic amiante**

Les différents diagnostics réalisés sont regroupés dans la fiche synthèse fournie en annexe du présent CCTP.

<b>Numéro de référence du rapport de repérage</b>	<b>Date du rapport</b>	<b>Nom de la société et de l'opérateur de repérage</b>	<b>Objet du repérage</b>
196388/113807 A	29/10/2021	ADIAG	Repérage en vue de la constitution du DTA
19-880-RMS-04193-00-R_1_BUREAU-P00079	28/02/2019	APAVE	Repérage avant travaux
002DW001130	20/06/2016	AC ENVIRONNEMENT	Repérage avant travaux
201910/114330 A	18/07/2021	ADIAG	Repérage avant travaux
002DW001170	16/08/2016	AC ENVIRONNEMENT	Repérage avant travaux
14-11-002461	13/11/2014	DEKRA	Repérage avant travaux
002DW000409	15/07/2015	AC ENVIRONNEMENT	Repérage avant travaux
002EG000795	11/05/2016	AC ENVIRONNEMENT	Repérage avant travaux
136911	27/11/2014	QUALICONSULT	Repérage avant travaux



## 2. Prestations générales

---

### 2.1. Données générales

Les prescriptions du présent CCTP ne sont pas limitatives.

L'entreprise doit exécuter tous les ouvrages nécessaires au parfait et complet achèvement des travaux de son marché.

Chaque entrepreneur devra impérativement se rendre sur le site pour se rendre compte de l'état des lieux et des installations existantes. Il doit tenir compte dans son prix de soumission de toutes les sujétions entraînées par les modifications de ses installations et leur adaptation au nouveau projet, étant bien entendu qu'il ne sera accepté après signature du marché aucun devis de travaux supplémentaires qui ne seraient justifiés par un changement de programme demandé par le Maître de l'Ouvrage.

Chaque Entrepreneur est autorisé à effectuer tous sondages ou prélèvements après accord du Maître de l'Ouvrage.

Chaque Entrepreneur est censé avoir une connaissance parfaite des lieux d'exécution mais aussi une connaissance parfaite des contraintes des environnants (bâtiments voisins ou proches, de toutes natures, bâtiments de toutes natures le long des routes d'accès au chantier, voies de circulations, lignes électriques de toutes natures, BT, MH, HT, ou lignes électromagnétiques, etc....).

Chaque Entrepreneur est censé avoir une connaissance parfaite des possibilités d'accès et de repliement et des conditions climatiques locales.

### 2.2. Note relative à la visite des lieux

Le simple fait de répondre à la présente consultation implique que l'Entreprise reconnaît avoir visité, avant la remise de son offre et afin de l'établir, l'ensemble des lieux et reconnaît en avoir appréhendé l'ensemble des contraintes et des obligations. L'Entreprise ne pourra jamais arguer d'une méconnaissance des lieux

L'entreprise est censée être engagée dans son marché en toute connaissance de cause. S'agissant d'intervention sur un site existant, l'entrepreneur devra obligatoirement prendre connaissance des lieux et s'être rendu compte de la consistance des travaux à effectuer ainsi que toutes les difficultés et sujétions de mise en œuvre pouvant résulter de leur exécution. La visite du site est donc obligatoire.

Avant toute étude, l'entreprise devra reconnaître les lieux, faire toutes les investigations ou sondages complémentaires et demander par écrit au maître d'œuvre tous renseignements complémentaires.

L'entrepreneur sera réputé avoir pris parfaitement connaissance des lieux suivants :

- Emplacement du chantier ;



- Possibilité d'accès et de stockage des matériaux ;
- Modalité de stockage et d'évacuation des déchets ;
- Disponibilités des diverses énergies et besoins utiles.

En particulier, sont parfaitement connus l'accès aux bâtiments et ses sujétions propres, les modalités d'accès par la voirie, les possibilités de circulation et de stationnement, les sujétions des règlements de sécurité en vigueur sur site. Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter les travaux de sa profession ou fasse l'objet d'une demande de supplément de ses prix.

L'entreprise devra également prendre toutes les dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux conduites et canalisations de toutes sortes qui pourraient être rencontrées pendant l'exécution des travaux.

L'entrepreneur sera tenu, avant toute intervention, de se faire préciser par les différents Services Publics la position éventuelle des différents Concessionnaires.

L'entrepreneur sera censé, avant établissement de son prix, avoir pris connaissance sur place de tous les travaux à effectuer et estimer toutes les sujétions d'exécution.

Pour les ouvrages non visibles, il lui appartiendra d'évaluer les risques et de les inclure dans son prix.

D'autre part, l'entrepreneur devra avant de commencer les travaux et à la fin des travaux, faire un constat d'état des lieux du site ainsi que des avoisinants par un huissier assermenté.

Cet état des lieux pourra être complété par des photos ou tout élément rendant compte de l'état existant. Tous les frais seront à la charge du présent corps d'état.

## **2.3. Acceptation d'un sous-traitant**

L'Entreprise désirant sous-traiter tout ou partie de ses prestations devra en faire la demande au Maître d'Ouvrage dans les conditions définies dans le C.C.A.P ou à défaut, suivant les instructions du représentant du Maître d'Ouvrage sur le chantier.

Il est important de noter, d'une part, que le Maître d'Ouvrage n'aura jamais à se justifier de son choix vis-à-vis de l'acceptation ou de la non acceptation d'un sous-traitant et que d'autre part le fait que le Maître d'Ouvrage refuse un sous-traitant ne peut en aucun cas entraîner une prolongation des délais d'exécution de l'Entreprise. Par ailleurs, il est important de noter que les sous-traitants devront posséder, au moins, le niveau de qualification requis dans les pièces du marché.

Enfin, il est important de noter qu'une sous-traitance au titre des travaux de désamiantage ne sera acceptée qu'à une entreprise justifiant des qualifications et assurances réglementaires

## **2.4. Obligations diverses**

L'Entreprise est soumise aux obligations diverses résultant de l'application des normes et prescriptions techniques et des cahiers des charges.

Entre autres :

- Obligations mises à sa charge par les lois, décrets, règlements de police et de voirie et toutes autres en vigueur.
- Sécurité de chantier, hygiène et sécurité des travailleurs, sécurité publique.
- Assurances des travaux, des ouvriers ou agents, ainsi que des tiers.

De ce fait, l'Entreprise doit exercer une surveillance continue sur le chantier, afin d'éviter tous accidents aux ouvriers à quelques corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à titre quelconque sur le chantier et qu'à celles qui seraient étrangères à celui-ci.

L'Entreprise est seule responsable de tous les accidents que l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peut causer à toutes personnes et s'engage à garantir le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, contre tous recours qui pourraient être exercés contre eux du fait de l'inobservation par lui, de l'une de ces observations.

L'Entreprise doit, à ses frais, toutes protections indispensables et dispositions nécessaires pour assurer l'hygiène et la sécurité des personnes et des biens, conformément aux lois, décrets et règlements en vigueur.

## **2.1. Qualifications requises**

L'Entreprise de DESAMIANPAGE devra justifier de qualifications requises ressortant de l'identification professionnelle QUALIBAT ou qualifications équivalentes, ou preuves de capacité professionnelle par des références récentes dans l'exécution de travaux similaires : Qualibat 1552 Traitement de l'Amiante.

L'entreprise devra être agréée en sous section 3 et sous section 4 avec le personnel suffisant et l'encadrement technique.

## **2.1. Délai et phasage des travaux**

L'entreprise doit fournir au maître d'ouvrage un planning détaillé pour l'ensemble des travaux et pour chaque phase.

L'entrepreneur doit présenter la ou les qualifications requises dont la validité recouvre la période d'exécution des travaux, spécifiques à la nature des prestations à réaliser ou à sous-traiter.

Le titulaire doit dimensionner ses équipes en fonction de tous les aspects du marché, notamment il doit être en mesure de renforcer ses effectifs en cas de nécessité pour assurer les prestations prévues à son marché.

## **2.2. Prestations particulières**

En cas de rencontre avec un moyen de distribution aérien ou souterrain quel qu'il soit, l'entrepreneur prendra toutes mesures pour qu'il n'y soit apporté aucun trouble.

Il en avisera en même temps le ou les services intéressés et le Maître d'œuvre afin que des mesures soient prises en vue de la continuation du travail avec sécurité.

Si des troubles de toutes natures ou des avaries résultant des travaux de désamiantage se produisaient, l'entrepreneur serait tenu pour responsable et supporterait seul les frais de remise en état et éventuellement les frais de pertes ou de retard dans la distribution.

L'entreprise sera tenue d'assurer la protection, le calfeutrement et la condamnation provisoire si nécessaire, pendant l'exécution de l'ensemble des travaux, des issues et ouvertures situées entre leur intervention et les parties hors opération.

L'entreprise intervenant sur le chantier apportera le plus grand soin à la dépose des ouvrages existants. Tous les nettoyages devront être assurés pour les parties voisines mitoyennes.

L'entreprise préviendra tout dommage sur les ouvrages voisins, pour les parties non comprises au Marché. La réparation intégrale des dommages éventuels sera prise en charge par l'entreprise.

## 3. Prescriptions techniques

---

Les dimensions, mesures et quantités indiquées dans CCTP, DPGF, Diag Déchets sont données à titre indicatif, l'entreprise est tenue de vérifier sur place ces éléments et de signaler au MOE les éventuelles erreurs ou omissions avant la remise des offres

### 3.1. Généralités

D'une manière générale, les choix techniques pour la réalisation des travaux sont de la responsabilité de l'entrepreneur, sous réserve qu'ils permettent d'atteindre les résultats demandés. Il appartient à l'entreprise de définir le matériel en qualité et quantité et ses méthodes d'exécution

### 3.2. Documents de référence

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini dans le présent dossier.

- Tous les avis techniques ou cahiers des charges approuvés visant les composants ou procédés de désamiantage mis en œuvre,
- Code du travail,
- Plan Général de Coordination (P.G.C.) en matière de sécurité santé au travail,
- Code de la construction,
- Code de l'environnement, en particulier sur les nuisances vis-à-vis des tiers,
- Le rapport de repérage de l'amiante avant travaux joint au dossier.

#### 3.2.1. Documents de référence amiante

Sont applicables les décrets, Arrêtés et circulaires en lien avec les travaux de retrait de produits et matériaux contenant de l'amiante, et notamment ceux :

- concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante,
- concernant la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante,
- portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis,
- relatifs aux règles techniques et de qualification que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante,
- relatifs aux transports de marchandises dangereuses par voie terrestre.

Sont également applicables :

- Code du travail notamment partie réglementaire, 4eme partie, livre IV, section 3 : Risques d'exposition à l'amiante.
- Code des transports
- Code de l'environnement.
- Code de la santé
- Loi El Khomeri (ou Loi Travail - Août 2016) : L'article 113 de la loi crée l'article L.4412-2 sur le repérage avant travaux en matière d'amiante - Voir II.-1° de cet article 113. Les modalités d'application seront précisées par voie réglementaire (notamment par modification de l'article R.4412-97).
- Arrêté du 25 juillet 2016 : Définissant les critères de certification des compétences des opérateurs de repérages(y compris état de conservation) et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis ainsi que les critères d'accréditation des organismes de certification.
- Arrêté du 15 février 2016 : Installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) : déchets d'agrégats d'enrobés bitumineux amiantés.
- Conseil d'état (décembre 2015) : Annulation partielle de la réglementation relative à l'exposition des travailleurs de moins de 18 ans aux poussières d'amiante.
- Décret n° 2015-1583 du 3 décembre 2015 : Relatif à la procédure de dérogation, pour les jeunes de moins de 18 ans (en formation professionnelle) dans la fonction publique de l'état, d'effectuer des travaux dits "réglementés".
- Décret n° 2015-1438 du 5 novembre 2015 : Relatif aux modalités du suivi médical post-professionnel des agents de la fonction publique territoriale exposés à une substance cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.
- Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 : Relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 20 avril 2015 : modifiant l'arrêté du 23/02/12 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques amiante et l'arrêté du 14/12/2012 fixant les certifications des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante ...
- Arrêté du 1er juin 2015 : Modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante- INRS (décembre 2014) : Liste des textes réglementaires de 1945 à 2014.
- Décret n° 2013-915 du 11 octobre 2013 : Relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de 18 ans
- Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 : Relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 26 juin 2013 : Repérage des matériaux et produits de la liste A et B (modifications des arrêtés du 12 décembre 2012)
- Arrêté du 26 juin 2013 : Repérage des matériaux et produits de la liste C et contenu du rapport de repérage

- Arrêté du 8 avril 2013 : Règles techniques, mesures de préventions et MPC à mettre en œuvre lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 7 mars 2013 : Choix, entretien et vérification des EPI utilisés lors d'opérations comportant un risque d'expo à l'amiante
- Arrêté du 21 décembre 2012 : Relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « DTA »
- Arrêté du 14 décembre 2012 : Conditions de certification des entreprises - traitement de l'amiante
- Arrêté du 12 décembre 2012 : Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A
- Arrêté du 12 décembre 2012 : Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B
- Arrêté du 14 août 2012 : Mesure d'empoussièrement
- Décret N° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 23 février 2012 : Formation travailleurs amiante
- Arrêté du 19 août 2011 : Modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Arrêté du 21 novembre 2006 : Critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'État)
- Décret n° 2002-1528 du 24 décembre 2002 modifiant le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante
- Décret no 2001-1316 du 27 décembre 2001 modifiant le décret no 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation
- Arrêté du 23 juillet 1947 (modifié) fixant les conditions dans lesquelles les douches doivent être mise à la disposition du personnel...

### **3.3. Période de préparation**

Pendant la période de préparation, il sera obligatoirement fourni au Maître d'Œuvre, les documents ci-après :

- Plan du périmètre de sécurité ;
- Plans d'exécutions et notice de méthodologie ;
- Plans de retrait en matière de matériaux contenant de l'amiante ;
- Ensemble des autorisations écrites ;
- Calendrier des Travaux.

#### **3.3.1. Plan de retrait**

La présente entreprise établira les plans de retrait 1 mois avant le démarrage des travaux et les transmettront aux organismes officiels de prévention.

- L'Inspection du travail en charge du secteur des travaux ;
- Le service de prévention des risques de la CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail) ;
- L'OPPBTP (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics) ;
- La Médecine du travail en charge du suivi médical des salariés de l'entreprise de travaux.

Ce document doit comporter tous les points abordés dans l'article R.4412-133-Plan de Retrait :

- Intervention en sous-section 3. ;
- Mesures d'empoussièrement selon réglementation art. R44112-103 à 106 à la charge de l'entrepreneur. ;
- Mesures de 1ère restitution et de fin de chantier à la charge de l'entrepreneur (avec obligation de résultat). ;
- Réalisation du rapport final d'intervention de désamiantage ;
- Nature et localisation des ouvrages contenant de l'amiante.

Le plan de retrait sera également diffusé aux intervenants concernés par la réalisation des travaux comme le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre, les organismes de contrôle et bien évidemment, le maître d'ouvrage, y compris :

- Demande de certificat d'admission dans ISDD classe 1 pour les déchets amiantés ;



### 3.3.2. Documents pour la gestion des déchets

Trois documents participent à la gestion de l'élimination des déchets contenant de l'amiante :

- la FID : Fiche d'Identification des Déchets ;
- le BSDA : Bordereau de Suivi des Déchets contenant de l'Amiante ;
- le CAP : Certificat d'Acceptation Préalable.

Il sera précisé dans ces documents, la nature des matériaux contenant de l'amiante, le type d'amiante, la nature des autres déchets qui seront éliminés, les volumes et poids des matériaux. Dans les cas où plusieurs filières d'élimination sont retenues pour la même opération, il sera établi un dossier pour chaque centre.

Le suivi des déchets sera réalisé au travers de la plateforme Trackdéchets

### 3.4. Tri et enlèvements des déchets

Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre attendent un tri très strict des déchets après la dépose des éléments.

Les déchets seront triés conformément à la réglementation et aux

3 grandes familles de déchets :

- Déchets Inertes (D.I).
- Déchets Non Dangereux (D.N.D).
- Déchets Dangereux (D.D).

Pour les "sous-familles" de déchets, l'Entreprise se reportera au CERFA n° 14498\*01 issu du Formulaire de récolement relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus du désamiantage (Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments et Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments).

Les déchets seront dirigés vers les Installations de Déchets appropriées à leur catégorie.

- Installation de Stockage de Déchets Inertes (I.S.D.I).
- Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (I.S.D.N.D).
- Installation de Stockage de Déchets Dangereux (I.S.D.D).

L'Entreprise devra fournir les Bordereaux de Suivi des Déchets de toutes natures (B.S.D.I, B.S.D.N.D, B.S.D.A, B.S.D.D) ainsi qu'un tableau de suivi des Déchets au Maître d'Œuvre. Ces B.S.D et ce tableau seront joints au D.O.E.

### **3.4.1. Stockage des déchets amiantés**

L'Entreprise pourra créer une zone de stockage transitoire des déchets avant évacuation en décharge. Cette zone pourra être déplacée suivant les impératifs du chantier ou utiliser des containers fermant à clés, stockés dans une zone de stockage transitoire, isolée et fermée sous son unique responsabilité.

Dans le cas où une zone de stockage transitoire serait créée par l'Entreprise pour effectuer le stockage des déchets amiantifères, cette zone sera traitée conformément à la réglementation.

Avant évacuation vers l'I.S.D adaptée, les sacs de conditionnement des déchets seront mis dans un grand récipient pour vrac de type "big-bag". À l'issue des travaux, cette zone sera dépolluée par aspiration et lavage après retrait des éléments de protection.

Dans tous les cas, l'Entrepreneur doit assurer la condamnation de la zone ou du container recevant des déchets. Ceux-ci restent sous l'entière responsabilité de l'Entrepreneur.

## **3.5. Transport**

Avant le démarrage des travaux, l'acceptation du gestionnaire de la décharge, de recevoir les déchets sera fournie par l'entreprise au Maître d'Œuvre. Les équipements individuels jetables, et tous les matériels et matériaux exposés seront traités comme des déchets amiantés. Les bordereaux de suivi des déchets seront remis au Maître d'Œuvre en fin de chantier.

Les déchets d'amiante sont transportés conformément aux règlements concernant le transport des matières dangereuses. Toutes les mesures réglementaires et précautions seront prises de manière à éviter toute émission de fibres, notamment par chocs ou frottement entre colis, au transport et au déchargement. Les conditions de manutention doivent être prévues et organisées afin d'éliminer les risques liés à leur manipulation.

Les moyens de transport seront choisis de telle sorte que leur circulation sur le chantier, en particulier au voisinage des ouvrages existants, ne provoque aucun dommage.

Des mesures seront prises pour s'opposer ou remédier à l'affaissement des terres et éviter la dérive des engins de transport.

L'entrepreneur sera tenu pour responsable de tous les accidents ou dégradations qui pourraient survenir, il assurera à ses frais la remise en état des dégradations.

### **3.6. Nettoyage de véhicules**

L'entrepreneur prendra toutes mesures utiles afin de garder les voies adjacentes en parfait état de propreté. Le Maître d'Œuvre pourra exiger l'installation d'un système de nettoyage et de décroûtage des véhicules sur lesquels la raison sociale de la Société devra toujours être apparente.

### **3.7. Contrôle des niveaux d'empoussièrement**

La réglementation fixe la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et les conditions de contrôle de l'empoussièrement.

Avant tout commencement des travaux l'entreprise devra déterminer l'empoussièrement attendu provenant de mesures effectuées sur des chantiers réalisés dans des conditions similaires. Les mesures de prévention envisagées seront testés et validées par des contrôles d'empoussièrement.

Un contrôle périodique est réalisé conformément aux normes en vigueur et l'analyse des prélèvements est confiée un laboratoire accrédité.

En fonction des résultats obtenus et de l'évaluation des risques, il est fait obligation de suspendre les travaux en cas de situation anormale constatée, jusqu'à que les mesures appropriées soient mises en œuvre et permettent d'y remédier.

Les conditions et résultats des contrôles de l'empoussièrement sont communiqués au médecin du travail, au comité d'hygiène et sécurité et à l'inspecteur du travail.

Les mesures de premières restitutions ainsi que de fin de chantier sont à charge de l'entreprise après chaque phase par zone de travaux.

Des mesures environnementales sont à transmettre une fois par semaine au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre pendant les phases de retrait d'amiante.

### **3.8. Essais - mesures**

L'entreprise doit après intervention :

- effectuer un prélèvement d'air après dépose des matériaux dans chaque zone concernée, le niveau d'empoussièrement devant être inférieur aux normes en vigueur.
- fournir des rapports d'essais sur prélèvements faits en fin d'intervention avec niveau d'empoussièrement inférieur au minimum réglementaire.

### **3.9. PV de retrait d'amiante.**

L'Entreprise devra impérativement remettre aux Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre, en fin de travaux de désamiantage, un procès-verbal attestant que les zones amiantées sont bien décontaminées conformément à la réglementation,

## 4. Installation de chantier

---

### 4.1. Chantier et travaux

Lors de la remise de son offre, l'entrepreneur sera réputé avoir :

- Reconnu les lieux des futurs travaux ;
- Analysé toutes les prestations faisant l'objet du présent CCTP ainsi que tous les travaux annexes nécessaires à leurs exécutions et à leur parfaite finition ;
- Vérifié les dimensions des ouvrages (ces dernières sont données exclusivement à titre indicatif) ;
- Reconnu les difficultés de réalisation des prestations demandées ;
- Reconnu les difficultés d'accessibilité à la zone chantier et aux zones de stockage éventuelles, et prévu l'aménagement des zones de stockage adaptées en vue d'éviter la dégradation des lieux ;
- Prévu toutes les protections nécessaires (bâches, film polyane, barrières, ...) sur les ouvrages concernés ou non concernés par les travaux et sa zone d'influence ;
- Prévu la mise en place des éléments de sécurité réglementaires et obligatoires suivant les prestations à sa charge et, la ou les remises en état des lieux dégradés par l'intervention de l'entreprise (végétations, canalisations existantes, etc...) ;
- Programmé et mis à disposition le nombre d'équipes nécessaires afin de respecter les délais du planning ;
- Prévu la présence d'un conducteur de travaux à chaque réunion de chantier pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur ne pourra demander, après remise de son offre, un supplément de prix suite à une mauvaise évaluation des lieux et des prestations du marché.

L'entrepreneur étant soumis à toutes les obligations résultant des décrets, lois, arrêtés ministériels, préfectoraux ou municipaux applicables à l'ensemble des chantiers publics et privés, il devra demander toutes les autorisations éventuelles nécessaires aux autorités compétentes pour l'exécution des travaux pour lesquelles il supportera la charge financière s'il y a lieu.

### 4.2. Constat des existants par un huissier de justice

Avant le démarrage des travaux de désamiantage, en présence du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre, de l'Entrepreneur, un constat d'Huissier sera établi pour définir l'état des voiries, bâtiments, V.R.D. enterrés et aériens, espaces verts..., à l'intérieur et hors de l'emprise de sécurité et des ouvrages existants à proximité de la sortie de chantier pendant la période de préparation.

Cet état des lieux sera à la charge exclusive de l'Entreprise.

### **4.3. Reconnaissance des existants**

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer porte notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit exhaustive :

- L'état des existants et leurs principes constructifs,
- La nature des matériaux constituant les existants,
- Et en général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

### **4.4. Installation de chantier**

Aménagement comprenant :

- Installations nécessaires aux interventions du présent lot, selon prescriptions du PGC ;
- Les réseaux (alimentations eau, électricité, évacuations) nécessaires au présent lot, compris branchement direct par le concessionnaire dans le cas d'inadaptation du branchement de chantier et alimentation de secours ;
- Les démarches administratives ;
- L'entretien de la voirie ;
- La protection du site, compris confinements ;
- Bennes pour gravats et déchets du présent lot.

Les aménagements et les installations d'hygiène, de sanitaires et de sécurité, seront conformes au Code du Travail, au Décret du 08 janvier 1965 et textes d'applications à la loi du 31 décembre 1993 et au Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994. Un plan d'installation spécifique sera transmis pour approbation dès la période de préparation de chantier.

### **4.5. Clôture de chantier.**

Installation en fourniture et pose, par l'Entrepreneur, d'une clôture de chantier grillagées de type Héras constituée de panneaux rigides de 2.00 ml de hauteur, maintenus sur plots béton et contreventés par des jambes de force si besoin

Les panneaux grillagés seront attachés et solidaires par des menottes prévues à cet effet.

Sur la porte (et le long des grilles) seront installés les panneaux réglementaires (chantier interdit au public, port du casque obligatoire, etc...).

En cas de nécessité, les pieds de la clôture seront scellés par patin de béton (prestation forfaitaire). Les éléments constituant cette clôture devront être neufs, non tordus, non enfoncés, non rouillés.

Les panneaux seront posés correctement avec les pièces prévues (menottes métalliques) à cet effet, d'aplombs vertical et horizontal.

Cette prestation comprend la vérification journalière des grilles ainsi que l'entretien régulier comportant l'enlèvement des parties cassées ou abîmées et le nettoyage des parties taguées ou comportant des affiches publicitaires.

Dépose en fin de chantier et rebouchement des trous

#### **4.6. Protection, occupation et réfection de voirie**

L'entrepreneur devra la protection et ce durant toute la durée du chantier des voiries et trottoir. Il devra en fin de chantier prévoir une réfection et nettoyage des voiries et abords du chantier afin de les rendre dans leur état d'origine

Dans son offre, le présent lot intégrera le cout lié à la location de voire pendant la durée du chantier (pour les échafaudage et occupation). Pour se faire il se rapprochera du service communal

#### **4.7. Moyen de levage**

L'entreprise de Gros Œuvre devra mettre en place les moyens de levage nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.

#### **4.8. Équipements et accessoires pour la sécurité**

L'ensemble des équipements : accessoires et dispositifs d'ouvrages nécessaires à la sécurité des personnes seront positionnés et fixés en totale conformité avec les normes en vigueur, concernant les équipements industriels et individuels de protection contre les chutes de hauteur. Les exigences et les méthodes d'essais de traction et destruction des pièces, avis techniques sur procédures d'installations et de pose, etc... seront fournis.

Si nécessaires, les points d'ancrages devront résister sans glissement ni déformation, aux contraintes permanentes imposées par les matériels et dispositifs d'accrochage. Des essais seront réalisés, ainsi qu'un étiquetage et/ou repérage, qui précisera la valeur de résistance du point d'ancrage.



## 5. Description des travaux

---

La présente description concerne le retrait complet et intégral de l'ensemble des Matériaux et Produits contenant de l'amiante (y compris tous les résidus visibles comme les projections ou les traces de matériaux contenant de l'amiante), recensés dans les Rapports.

**Localisations :** RDC Haut Aile Sud

### 5.1. Retrait de matériaux contenant de l'amiante

#### **Avant le démarrage :**

Avant le démarrage de sa prestation, le titulaire du présent lot devra établir un plan de retrait (prévu au présent lot, dans un autre article).

#### **Travaux préliminaires :**

Installations de chantier prévues au présent lot selon disposition en partie 4.

#### **Travaux préparatoires :**

- Analyse du rapport de repérage avant travaux ;
- Etablir les modalités d'accès, les stockages provisoires, les plages horaires de travail, la notice de poste, etc... ;
- Mise en place de barrières Heras, baliser la zone de travail et en interdire l'accès afin que personne d'autre que les ouvriers ne puissent entrer, aménager un seul accès à la zone et faire un marquage des matériaux amiantés ;
- Mise en place des confinements et des protections nécessaires, des installations d'hygiène. Prévoir une zone "sas" pour l'habillage, le déshabillage des ouvriers et pour les déchets ;
- En cours des travaux, prévoir l'humidification avec un pulvérisateur à main et l'aspiration des déchets fins, afin d'abaisser le taux d'émission de poussière, utiliser de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente ;
- Assurer le renouvellement de l'air avec une répartition homogène, et maintenir la zone de travaux en dépression constante, établir un bilan aéraulique pour calculer les débits d'air nécessaires ;
- Tout intervenant doit être munis d'équipements de protection individuels suivant le niveau d'empoussièrement.

#### **Consistance des travaux :**

Dépose avec précaution (sans casse) des panneaux de remplissage en allèges des menuiseries extérieurs. Panneau sandwich Glasal de chez Eternit pris en feuillure dans les ouvrages de menuiserie aluminium de type façade semi-rideau.

Emploi de moyens adaptés à la nature des travaux à entreprendre et stockage à l'avancement dans des sacs étanches doublés haute résistance transparents parqués avec impression réglementaire noire et rouge puis fermeture avec ruban adhésif coton PE gris et stockage provisoire sur la zone.

L'utilisation de goulotte pour évacuation des matériaux est interdite.

La zone de stockage devra être isolée, protégée et signalée (produits dangereux).

Le matériel utilisé doit être muni d'une aspiration à la source avec filtration à haute efficacité et reliés à un cyclone de décantation. Des mesures doivent être prises pour gérer les poussières non captées.

Selon la technique utilisée, un traitement avec une humidification par pulvérisation de fixateur permet de maîtriser l'empoussièrement.

En fin d'opération procéder à un nettoyage fin et minutieux de toutes les surfaces (sol, mur...) à l'aide d'un aspirateur équipé de filtre THE, d'appliquer un surfactant sur les films plastiques avant de les retirer.

Pour assurer la fermeture de la façade et étanchéité à l'eau après dépose, prévoir un panneau de remplacement adapté aux contraintes de mise en œuvre et environnementales (contreplaqué marine, OBS...) et toute autres sujétions pour parfait achèvement des ouvrages.

### **Gestion des déchets :**

Les déchets d'amiante et déchets connexes (EPI, films plastique,...) sont acheminés suivant leur natures et leur conservation vers une installation de stockage de déchets dangereux, après conditionnement dans des sacs étanches avec une étiquette "amiante", rassemblés dans des récipients de grande capacité.

Dans tous les cas l'entrepreneur devra avoir l'accord préalable de l'éliminateur avant l'évacuation des déchets. Un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA) sera établi par l'entrepreneur et remis au Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre.

Localisation : selon rapport amiante

#### **5.1.1. PSE**

Les interventions telles que décrites précédemment sont étendues sur le périmètre suivant : la zone de l'aire du RDC Bas hors zone concernée par le réaménagement.

Localisation :

